

Donc, on pourra au cours des prochains jours et des prochaines semaines demander au gouvernement d'assumer ses responsabilités et d'agir dans ce dossier qui fait en sorte que 131 familles vont déjà payer le prix du libre-échange.

Monsieur le Président, c'est un dossier que tiennent à cœur tous les résidents du Québec et du Canada, et je suis convaincu que l'exemple de la Simonds pourra certainement nous démontrer comment le gouvernement a l'intention de traiter les travailleurs canadiens dans l'avenir.

* * *

● (1405)

[Traduction]

LES NATIONS-UNIES

LE CESSEZ-LE-FEU ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ—LA FORCE DE MAINTIEN DE LA PAIX DU CANADA

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, la guerre insensée entre l'Iran et l'Irak dure depuis trop longtemps et le monde applaudit le cessez-le-feu négocié sous les auspices des Nations Unies.

En raison de l'expérience du Canada dans les opérations de maintien de la paix, les Nations Unies lui ont demandé d'aider à surveiller le respect du cessez-le-feu et le rétablissement de la paix dans ces deux pays ravagés par la guerre.

Nos pensées accompagneront les 500 militaires canadiens qui prendront part à cette difficile et dangereuse mission. Que leurs efforts soient couronnés de succès.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

L'OUEST CANADIEN—LES CONTRATS FÉDÉRAUX

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, depuis des décennies, les habitants de l'Ouest savent qu'ils ne reçoivent pas toute l'attention qu'ils devraient de la part du gouvernement fédéral. Qu'il s'agisse des programmes de développement régional, des subventions à l'industrie, des contrats de l'ACDI ou des commandes d'Approvisionnement et Services, l'Ouest n'a jamais reçu sa juste part.

Les choses se sont-elles améliorées sous le gouvernement Mulroney? Non! En 1985, le ministère des Approvisionnements et des Services effectuait 6,5 p. 100 de ses dépenses en Colombie-Britannique. En 1986, ce pourcentage tombait à 5,3 p. 100; et en 1987, il n'était plus que de 4,1 p. 100. La part des marchés d'Approvisionnement et Services accordés à la Colombie-Britannique a chuté de 37 p. 100 depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Mulroney.

Cette province compte 11,4 p. 100 de la population du Canada, alors qu'elle n'a reçu que 4,1 p. 100 des différents marchés d'Approvisionnement et Services. C'est honteux. Il est plus que temps que la Colombie-Britannique et l'Ouest obtiennent leur juste part de l'aide du gouvernement fédéral.

Article 21 du Règlement

Les habitants de l'Ouest en ont assez qu'on les traite comme des citoyens de seconde zone.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES GRANDS LACS—LA POLLUTION DE SEVERN SOUND

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, Severn Sound, une baie peu profonde située à l'entrée de la voie navigable Trent-Severn, a été classée par la Commission internationale mixte comme l'un des 17 endroits les plus pollués du côté canadien des Grands Lacs.

Une étude a révélé que certaines espèces comme la perche et le doré sont de moins en moins nombreux dans cette région très prisée pour la pêche sportive. On a trouvé des traces de contamination par le mercure dans des dorés de grande taille.

Il est clair que cette région, l'une des plus belles et des plus prospères de la province, se trouvera dans une situation critique si des mesures ne sont pas prises sans tarder. On doit établir des règlements visant à contrôler la quantité de phosphates que les bateaux, les exploitations agricoles et les villes déversent dans l'eau. Comme les pluies acides, les phosphates menacent notre bel environnement. Je prie instamment les organismes fédéraux et provinciaux de prendre des mesures avant qu'il soit trop tard.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES VITICULTEURS DE NIAGARA

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, les agriculteurs de la péninsule de Niagara sont au bord de la faillite et le gouvernement refuse de les secourir, comme il l'a promis, après les avoir sacrifiés pour signer l'accord de libre-échange. La semaine dernière, j'ai rencontré des viticulteurs de ma circonscription qui seront forcés de venir à Ottawa protester au bureau du premier ministre (M. Mulroney) pour qu'on s'occupe d'eux. Ils ne tiennent pas à faire les frais d'une autre promesse électorale. Ils ont besoin d'aide immédiatement.

Certains agriculteurs ne peuvent pas obtenir de prêts pour poursuivre leur exploitation. D'autres voudraient produire autre chose, mais en sont incapables, tout cela parce que le gouvernement refuse d'aider les viticulteurs qu'ils abandonnent à leur sort dans l'accord de libre-échange.

Aucun conservateur ne sera réélu dans les sept sièges de la péninsule de Niagara parce qu'ils ne prennent pas la défense de leurs électeurs. Ils forcent les agriculteurs à manifester dans les rues d'Ottawa pour obtenir justice.

J'exhorte le ministre de l'Agriculture (M. Wise) à verser au moins aux viticulteurs de Niagara la compensation financière qu'il leur a promise.